

# **YOUTH**

**DES TRAVAILLEURS**

N° 6 - Mai 1972 - 2 F



**Saint-Brieuc : victoire de l'unité populaire**

## Comment contre-attaquer

C'est la question qui concluait l'éditorial du numéro 5. L'affaire Renault, comme l'échec des grèves de Peugeot, de Creusot-Loire, nous avait montré la faiblesse de la classe ouvrière (isolée, divisée en catégories, privée d'organisation en qui elle ait confiance) et la force du patron, l'appareil de répression qui lui donnait tant d'arrogance.

Ces deux derniers mois en effet, la lutte des classes dans l'usine a pris un tour extrêmement brutal. Les ouvriers font la grève tournante : le patron lock-out. Les ouvriers occupent l'usine : le patron envoie les flics et ses jaunes.

Que faire ? Le bilan des dernières grèves, surtout celle du Joint français, apporte quelques réponses, qui soulèvent à leur tour pas mal de questions.

Pour contre-attaquer, les travailleurs disposent de deux armes : l'autodéfense ouvrière et l'unité populaire.

### Défendons nos grèves

A Dunkerque, contre la police ou la maîtrise organisée en bandes de jaunes, c'est la question de la violence qui est posée. Violence de masse où les travailleurs qui défendent leur droit découvrent dans la lutte la néces-

sité de s'armer pour abattre le pouvoir des patrons. Violence où se déploie l'imagination et la créativité des masses quand elles prennent leurs affaires en main : rideau de feu de l'usine des Dunes, etc.

Mais l'aspect « militaire » de la question est indissolublement lié à l'aspect politique, qui est l'aspect principal. *Il ne peut y avoir autodéfense ouvrière sans démocratie prolétarienne de masse, c'est-à-dire sans la direction permanente de la lutte par les grévistes eux-mêmes.* Seul, un comité de grève, élu, responsable devant l'assemblée générale, pourrait et oserait prendre des mesures correspondant à la combativité des travailleurs (par exemple, au Joint : garder les patrons séquestrés, reprendre l'usine aux CRS). Mulhouse, Dunkerque, Nantes : autant de grèves conduites sans assemblées générales, qui pourrissent dans le découragement jusqu'à un armistice négocié par les syndicats. Pour nous, c'est à la base de choisir ce qu'elle veut et comment elle compte l'imposer, c'est au comité de grève mandaté d'en assurer l'exécution.

Mais en réalité, « la base » n'est pas un rassemblement d'individus d'où jaillirait spontanément les décisions. Il faut poser la question : qui fait des propositions ? et simplement, qui se bat pour le respect de la démocratie prolétarienne ?

C'est poser la question, des syndicats. Il faut distinguer selon les centrales. La ligne dirigeante de la CGT, décidée à freiner les luttes pour préparer les élections, la conduit à isoler d'abord les travailleurs les plus combattifs, puis à s'attaquer carrément au mouvement quand il fait tache d'huile — de Mulhouse à Saint-Brieuc.

Quant à la CFDT, plus prête à respecter la combativité de la base, elle a montré à Saint-Brieuc toute son ambiguïté. L'interview du permanent Jean Le Faucheur est particulièrement significative. Démocratie? oui, mais pas de comité de grève, le syndicat décide après avoir « pris la température ». Combativité? oui, mais pas de violence, ça effaroucherait « l'opinion publique » (la presse bourgeoise). C'est le jeu de bascule : on s'appuie sur la gauche ouvrière pour tirer la CGT, on évoque la CGT pour freiner le mouvement. Devant le développement de l'initiative ouvrière qui s'exprime avec violence (« c'est humain »), on « s'inscrit dans l'événement » pour que « ça se passe le moins mal possible ». Et pas de proposition pour arracher plus vite la victoire : culte de la spontanéité quand les masses dispersent leurs efforts, mais contrôle pour « canaliser » le mouvement vers les revendications économiques. On s'appuie sur le mouvement des masses, on ne cherche pas à laisser s'exprimer ses aspirations profondes.

Ça vaut mieux que la CGT, mais est-ce bien de cela dont les travailleurs ont besoin? Engager le combat sans s'en donner les moyens, y compris « militaires », n'est-ce pas cela, finalement, de « l'aventurisme »?

C'est pourquoi, de Nantes à Saint-Brieuc, apparaît la nécessité de *regrouper ensemble les ouvriers les plus décidés*, les plus combattifs et ceux qui sont politiquement *les plus conscients*, syndiqués ou non, non pas pour dicter une ligne à leurs camarades, mais pour faire respecter la démocratie de masse, pour faire des propositions constructives, pour élever au maximum la conscience de la portée du combat. C'est à cette tâche difficile que s'attèlent les jeunes briochins qui tirent le bilan de leurs erreurs. Ce que seront ces regroupements (« comité de lutte »), nous n'en avons pas encore une conscience très précise. Ni syndicats rouges, ni cellules politiques, ils doivent être largement ouverts. Pour garder un sens après la retombée de la lutte, ils devront élargir leur horizon : pas seulement la bataille contre le patron, mais la vie quotidienne des jeunes, des femmes, la lutte des autres boîtes, de toute la Bretagne, de tous les travailleurs.

Mais cela encore ne suffit pas. Face aux flics qui occupaient l'usine, les travailleurs de Saint-Brieuc ont montré la voie : on occupe la rue, on mobilise le peuple (les femmes, les jeunes, paysans, intellectuels, petits commerçants).

## L'unité populaire

C'est la deuxième arme des grévistes. C'est vrai, elle progresse très vite, l'unité populaire, dans les idées, surtout à Saint-Brieuc ou à Millau, quant la lutte ouvrière rejoint la lutte des peuples bretons et occitans contre leur oppression nationale. Alors, autour d'une bataille centrale (le Joint, le Larzac), c'est la prise de conscience de toute une région qui en quelques mois fait un bond considérable. C'est là un élément fondamental pour l'avenir.

Mais il ne faut pas mythifier. Trop souvent l'unité populaire reste au niveau de l'entraide, du soutien financier et alimentaire (la Croix-Rouge, quoi) sans que soit clairement perçue l'unité de la lutte contre l'ennemi : le Capital et son Etat. Trop souvent le comité de soutien n'est qu'un cartel d'organisations (CFDT + CDJA + PSU + etc.) qui envoient quelques délégués. Rarement il s'agit de la convergence des luttes vers un mouvement de masse, où les gens discutent et prennent en charge ensemble le problème et posent les problèmes politiques de l'affrontement.

Trop souvent, les militants révolutionnaires se laissent prendre à ce jeu, et obnubilés par

les problèmes de gestion matérielle du comité de soutien, abandonnent en fait le pouvoir aux réformistes et aux inter-syndicales, qui laissent pourrir et attendent leur heure, celle de la négociation.

Les appareils syndicaux ont d'ailleurs le monopole de ce qui serait une arme très efficace, jamais utilisée : l'élargissement au niveau du trust, au moins dans toute la France. A cause d'eux, Saint-Brieuc est resté isolé dans la CGE comme Dunkerque dans Creusot-Loire.

Là encore, on retrouve le problème : unité populaire, oui, mais comment? Sous la direction de qui? Pour quoi faire? Et c'est une même réponse, qui se dessine, au dehors comme dans l'entreprise : l'unité populaire ne prend toute son efficacité dans la lutte, et tout son sens politique, que si elle se réalise sous la direction de la gauche ouvrière des usines, c'est-à-dire si les ouvriers les plus combattifs et les ouvriers les plus conscients n'hésitent pas à rassembler autour d'eux paysans, artisans, jeunes, femmes, décidés à rejoindre directement le combat, à participer à la lutte jusqu'à la victoire, à en assumer toute la portée révolutionnaire (la dénonciation de l'Etat, arme des patrons, de la colonisation de la Bretagne, etc.).

Et que l'on ne nous dise pas que la radicalisation de la lutte ouvrière risque d'effaroucher « l'opinion »; en Bretagne, c'est le contraire qui est vrai, c'est la séquestration qui a donné le coup d'envoi de la solidarité, c'est le refus syndical d'« aller au Joint » qui a démobilisé les autres usines de Saint-Brieuc.

C'est dire toute la responsabilité de la gauche ouvrière dans des batailles populaires, comme dans les luttes d'entreprise.

Les rapports de cette « gauche » avec les syndicats : dans quelle mesure doit-elle « faire de la politique » (parler du Vietnam, des élections, du PCF, etc.)? Comment dépasser le simple point de vue de l'usine?

Autant de questions qui viennent à l'ordre du jour.